

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

8^{me} ANNEE — N° 88

LE NUMERO :

21 Septembre - 4 Octobre 1970

0,50 F - 5 F. B.

Faillite "de l'alliance avec les classes moyennes"

Bien des indices laissent supposer que de nombreux ouvriers s'étonnent de l'acharnement de leurs chefs syndicaux en faveur de revendications et mots d'ordres exclusivement favorables aux catégories privilégiées : augmentations au pourcentage, hiérarchie salariale, sollicitude à l'égard des ingénieurs, cadres, techniciens...

Il y a cinq ans déjà, Waldeck-Rochet en avait pourtant donné l'explication politique : « Le sort des ingénieurs et techniciens - disait-il - est lié à la classe ouvrière ». Et, pour bien préciser la nature de ce rapport : « celle-ci ne peut accomplir sa mission historique qu'en alliance étroite avec les classes moyennes des villes et des campagnes » ("L'Humanité" ; 10/6/65).

Les choses étaient déjà bien claires : si les chefs syndicaux rechignent aux grèves généralisées, posent des revendications qui apportent beaucoup à ceux qui sont bien payés et presque rien à ceux qui ne le sont pas, c'était - et c'est toujours - dans un but électoral : le seul terrain d'entente entre les ouvriers et les classes moyennes c'est, en effet, celui des élections. Mais pour y rafler les voix des classes moyennes traditionnelles, non salariées, il faut, sur le plan syndical, s'aligner sur les couches supérieures de salariés, cadres, techniciens supérieurs, professeurs, etc., donc s'en tenir, dans l'action, à ce qui convient à leur condition spécifi-

que, à leur psychologie particulière et, surtout, à leur grand peur du patron, à leur « respect superstitieux de l'Etat ». Toute l'orientation syndicale actuelle est donc déterminée par une tactique politique et c'est sur ce terrain-là qu'il est grand temps de la juger.

Certes, si les ouvriers ont longtemps accepté de se soumettre à cette orientation, ce n'est pas en vertu de l'éloquence des Séguy et consorts, mais en raison de conditions politiques et sociales bien déterminées. Si un Moynot pousse l'effronterie jusqu'à affirmer que les revendications hiérar-

chisées favorisent tout autant les ouvriers que les cadres, c'est parce qu'un bon tiers au moins des salariés mise sur la « promotion sociale » et non sur l'abolition du salariat, d'ailleurs expurgée des statuts de la C.G.T. Si Frachon, Marchais et C^o ont pu, durant des années, préconiser « le front le plus large » du manœuvre jusqu'à « l'industriel adversaire des monopoles », c'est parce que la classe ouvrière, dépouillée de toute conviction révolutionnaire, craint encore de risquer sa précaire « stabilité » actuelle dans les actions de classe que ses canailles de chefs lui décrient sous l'aspect terrifiant d'« aventures » sans issue.

Aussi n'avons-nous aucune illusion sur les vertus immédiates de notre critique qui ne portera ses fruits que lorsque les vrais communistes seront infiniment plus nombreux et surtout lorsque la crise économique tirera les masses du répit trompeur dont elles croient encore bénéficier. La dénonciation de la stratégie capitularde des syndicats n'en est que plus nécessaire parce que son bilan catastrophique n'apparaît pas seulement sur le plan syndical mais, plus encore peut-être, sur le plan politique qui le

(Suite page 4)

A propos de la concentration internationale dans l'industrie automobile :

Utopies réactionnaires du nationalisme ou internationalisme prolétarien ?

L'un des derniers épisodes de la lutte économique capitaliste a vu la société italienne Fiat porter à 49 % sa part dans Citroën, pour se renforcer dans la concurrence internationale de plus en plus vive. Les marxistes savent que la concentration et la centralisation du capital, le renversement des barrières nationales, sont des phénomènes rigoureusement inéluctables, prévus depuis plus d'un siècle ; le "Manifeste communiste" annonçait déjà :

« Poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe. Partout elle doit s'incruster, partout il lui faut bâtir, partout elle établit des relations. En exploitant le marché mondial, la bourgeoisie a donné une forme cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a dérobé le sol national sous les pieds de l'industrie. (...) L'ancien isolement de l'autarcie locale et nationale font place à un trafic universel, une interdépendance universelle des nations. »

La destruction de l'autarcie nationale et l'interdépendance universelle des nations provoquées par le marché mondial prouvent que les forces productives ont dépassé le cadre, trop étroit pour elles, de la nation, et que la société est économiquement et techniquement pré-

te pour une forme d'organisation supérieure : le plan économique mondial que doit instaurer, dès que les conditions politiques et militaires s'y prêteront, la dictature du prolétariat.

Cette perspective grandiose, parfaitement réaliste parce que

(Suite page 4)

ELECTORALISME... GAUCHISTE

Si le sérieux politique consiste à singer à une échelle dérisoire les grandes formations bourgeoises, alors n'en doutons pas, "Rouge" et "Lutte ouvrière" sont sérieux. Après avoir superbement titré en première page : « La farce bordelaise », "L.O." s'empresse d'expliquer trois pages plus loin pourquoi elle présente avec la Ligue Communiste un candidat commun à ces mêmes élections...

Et de donner des justifications assez embarrassées. Il ne s'agit pas « d'un souci électoraliste » ni même « de recueillir le plus grand nombre de voix ». Ce qui a paru important à "L.O.", c'est qu'aux yeux « des travailleurs de la France entière qui ont le regard fixé sur cette élection, une force militante révolutionnaire, encore très faible peut être, mais bien vivante, existe et se montre. » Coucou ! je me montre et peu importe l'occasion, élections pour les uns occupations de plages pour les autres...

En réalité, il s'agit d'une faiblesse de plus dans le raisonnement de "L.O." qui, pour faire comprendre aux travailleurs « qu'ils n'ont rien à attendre des élections ni du parlement » leur propose de voter, mais de voter révolutionnaire ; Ces consignes électoralistes sont d'autant plus néfastes qu'elles s'adressent à une classe ouvrière pourrie d'illusions démocratiques, craignant par dessus tout la violence de classe et espérant dans le bulletin de vote l'économie de la révolution. Quand les arguments plus ou moins édulcorés que vont servir "Rouge" et "L.O." à leurs électeurs se seront effacés de toutes les mémoires, seul demeurera ce FAIT : des « révolutionnaires » auront fait voter des travailleurs, les enfonçant un peu plus dans leur crétinisme parlementaire.

Une telle tactique ne serait que demi-mal si elle se donnait comme adversaire principal le parti qui joue le premier rôle dans la mystification, c'est-à-dire le P.C.F. Or les trotskistes sollicitent auprès du P.C.F. une entrevue... pour décider des désistements ! Décidément, le point commun à tous les trotskistes est leur inlassable frontisme : proposer des alliances à l'ennemi le plus impitoyable du communisme pour lui arracher non pas des « pans entiers de militants de base », mais des Charles Tillon ! Pourquoi la base du P.C.F. le quitterait-elle, si c'est pour rejoindre des gens qui mènent la même politique avec moins de moyens. Les voies électorales ont tout de même plus de consistance dans la bouche d'un Marchais que dans celle d'un Krivine.

La vérité oblige à dire qu'une polémique a éclaté entre "Rouge" et "L.O." au sujet de l'« affaire Tillon » (Cf "Rouge" N° 77 et "L.O." N° 104), "L.O." reprochant à la Ligue Communiste d'avoir fait de telles concessions au « résistant » Tillon qu'« à lire "Rouge" on ne peut guère savoir si la Ligue se place rétroactivement dans le camp de l'internationalisme ou dans celui de la résistance au côté des impérialistes alliés. » Voilà qui est bien dit. Mais "L.O." n'est-elle pas en train de se comporter à l'égard de "Rouge" comme la Ligue à l'égard du P.C.F. ? Pour gagner la "Ligue" à sa politique unitaire, "L.O." multiplie les concessions théoriques comme à propos du tiersmondisme, ou tactiques comme à Bordeaux.

De toutes façons, que cela se manifeste dans l'entrisme classique ou dans l'œcuménisme actuel, ce dont souffre le trotskisme est son absence totale de principes. L'avenir nous dira jusqu'où ira sa dégringolade.

U. R. S. S. : "Pavillon des Cancéreux" ou Centre d'hygiène mentale ?

Une étudiante russe, jugée devant un tribunal de Moscou pour « activités anti-soviétiques », a été condamnée à un séjour illimité dans un hôpital psychiatrique après avoir été déclarée « malade mentale ». "Le Monde" qui rapporte ces faits rappelle également que le général Grigorenko avait fait l'objet d'un traitement identique en mai 1969.

Le crime de cette étudiante, c'est d'avoir dénoncé dans un tract « le retour au stalinisme ». On comprend d'autant mieux l'indignation des magistrats russes que cette appréciation injuste ne tient pas compte des progrès démocratiques — dont le sort réservé à l'inculpée est la preuve — réalisés en Russie depuis la mort du Georgien « brutal et grossier » : Staline, de la manière la plus vulgaire, assassinait tout bonnement ses ennemis comme traîtres, espions et autres « vipères lubriques ». Combien plus raffiné, plus démocratiquement civilisé, est le procédé qui les déclare fous d'abord et les boucle ensuite dans la pire des prisons : l'hôpital psychiatrique !

Pour ces vénérables magistrats en toges rouges, et pour toute la vermine sociale qui ronge les os de la défunte Révolution d'Octobre, il faut être fou, en effet, pour imaginer que le socialisme puisse être autre chose que l'éternisation de leurs sordides privilèges ; pour croire que le langage des chars d'assaut ne peut être celui qui convient entre pays où, dit-on, exploitation de classe et oppression nationale ont disparu ; pour penser que le « modèle du socialisme » ne peut résider dans un gigantesque camp de concentration, même transformé en colossal centre d'hygiène mentale.

Ont-ils effectivement toute leur tête ceux qui, en Russie ou ailleurs, croient naïvement qu'en opposant les principes généraux de Lénine aux pratiques occultes d'un « Comité central » opérant en secret, comme sous la capote d'une espèce de Klu-Klux-Klan, ils se débarrasseront d'un nouveau capitalisme dont ne viendra à bout qu'une nouvelle révolution prolétarienne ?

En augurant, pour la Russie et pour le monde, cette seconde Révolution d'Octobre aux leurs encore incertaines, nous serions tentés — puisque de « folie » il s'agit — de paraphraser les propos d'un écrivain « gauchiste » contemporain : le nombre croissant des névroses constatées dans le monde d'aujourd'hui — disait-il en substance — est un symbole réconfortant de la solidité de la nature humaine qui ne peut tolérer sans rébellion la société de fous dans laquelle nous sommes enfermés.

Puissent les « maladies mentales » que condamnent les magistrats russes signifier également que le pays de Lénine ne peut pas davantage subir, sans « crimes » de ce genre, cette caricature de « socialisme », aussi immonde que monstrueuse, qui est l'œuvre des bourreaux du prolétariat russe et international !

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 14 — 21 Septembre - 18 Octobre 1970

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

Le cul de sac de l'opportunisme

« L'année 1970 a été marquée par des résultats non négligeables. Les accords conclus avec le C.N.P.F. ont été positifs et nous les avons appréciés comme tels »

Georges SEGUY

« Le gouvernement a la fierté de dire que l'année écoulée a été une année sociale conformément à ses désirs et à ses promesses »

Compte rendu du Conseil des Ministres du 1^{er} juillet

Faisant le bilan de l'année qui se termine, le gouvernement et les dirigeants de la C.G.T. s'accordent à reconnaître qu'elle a été marquée par une amélioration sensible du sort de la classe ouvrière. Pour le gouvernement, la réussite du plan de redressement est allée de pair avec l'achèvement de son programme de réformes sociales : l'actionnariat, la mensualisation, les contrats de progrès, la formation professionnelle, etc... La direction de la centrale syndicale estime quant à elle que « les travailleurs ont conquis de nombreux avantages et d'indiscutables succès, des droits jusqu'alors refusés obstinément par le patronat » (H. Krasucki).

Cette étroite concordance de vues entre les représentants officiels de la bourgeoisie et ceux qui n'ont jamais cessé d'affirmer - bien que d'une voix de plus en plus ténue - l'incompatibilité du « régime des monopoles » avec le progrès social ne doit pas surprendre. L'année écoulée a connu sans conteste une amélioration sensible... dans la soumission de la C.G.T. à l'Etat bourgeois.

Le touchant unisson affiché par les « partenaires sociaux » est en effet l'aveu explicite de la réussite de la « politique contractuelle » décidée il y a un an par le gouvernement qui, par la « concertation », le « dialogue » a fait de l'opportunisme un collaborateur encore plus souple, un exécutif servile de ses décisions. La plus grande servilité des dirigeants syndicaux étant largement retribué par les avantages que l'on sait : versement d'une subvention de 200 millions à la C.G.T., reconnaissance pleine et entière du « fait syndical » (officialisation de la fonction de délégué syndical protégé par des chambres sociales), consultation des syndicats pour toutes les grandes décisions (les syndicats participent, C.G.T. en tête, à l'élaboration du VI^{ème} plan).

Il faut cependant reconnaître que l'intégration de la C.G.T. à l'appareil d'Etat, si elle apparaît aujourd'hui criante, ne marque nullement un virage dans la politique de la centrale ouvrière, mais seulement le terme d'une évolution commencée il y a plusieurs dizaines d'années. Et c'est rendre justice à ses dirigeants actuels que d'admettre qu'ils ne font que poursuivre l'œuvre des Jouhaux et Frachon qui ne croyaient guère plus que les Seguy et Krasucki d'aujourd'hui à cette « incompatibilité » entre le système capitaliste et l'amélioration du sort de la classe ouvrière. Si l'incompatibilité est encore affirmée, c'est que le passé lointain de la C.G.T. ne peut être

effacé de la mémoire des prolétaires par la seule volonté de quelques dirigeants et que cette affirmation fait encore partie de l'arsenal de démagogie dont l'opportunisme a besoin pour contrôler le prolétariat et le bernier.

Le prolétariat, dans sa résistance désordonnée à l'exploitation chaque jour accrue que la bourgeoisie lui fait subir, apprend confusément que sa vie de forçat ne peut s'améliorer durablement s'il ne bouleverse de fond en comble une société qui ne lui accorde que la misère. Et s'il garde sa confiance et son espoir dans des chefs en qui il voit d'habiles négociations mais non des combattants, c'est à la condition qu'ils lui promettent ce changement radical auquel il aspire. L'opportunisme est ainsi contraint de s'affirmer anti-capitaliste et de présenter - pour rendre compréhensible son adhésion de fait au capitalisme - le passage au socialisme comme graduel, pacifique et seulement possible lorsqu'une série de préalables - l'« unité des travailleurs », la victoire aux élections - auront été satisfaits. Cette vision progressive d'une transformation de la société actuelle en une société où les classes seraient abolies, en attendant d'être contredite par le cours même du capitalisme, permet à l'opportunisme de faire pénétrer subrepticement dans le prolétariat sa conception d'un capitalisme qui peut être amélioré, lentement réformé par voie d'accords contractuels qu'on arrache un par un aux possédants par des actions patientes et répétées, dont la grève n'est que l'exemple extrême.

La satisfaction bruyamment affichée par l'opportunisme au terme d'une année florissante en contrats, engagements et promesses à la bourgeoisie, est précisément une tentative supplémentaire de sa part pour accréditer auprès de la classe ouvrière son programme réformiste : la bourgeoisie a cédé devant la force tranquille et disciplinée des ravailleurs, contrainte de leur accorder sinon tout, du moins une partie de leur dû.

D'autres « victoires » suivront, même si ces « victoires » annoncées à grand tapage laissent déçus des prolétaires qui après une année de travail harassant, avec des cadences renforcées pour les besoins de la productivité, un salaire rogné par les hausses successives des prix, aperçoivent mal dans les quelques miettes arrachées au terme d'actions épuisantes et souvent vaines, les « avantages » et autres « succès » fièrement annoncés par leurs dirigeants syndicaux.

Que représente en effet pour le prolétariat le brillant succès du plan de redressement ? L'exceptionnelle réussite économique de l'année écoulée, qui fait de la France un îlot de sagesse dans l'océan tourmenté des pays capitalistes, avec une balance commerciale excédentaire, grâce à la croissance brutale des exportations, et une monnaie redevenue solide, s'est traduite pour les ouvriers français par une aggravation marquée de leur situation. L'augmentation tant vantée de la productivité a significativement augmenté l'intensité du travail : la production a crû de 7 pour cent tandis que les horaires de travail diminuaient de 0,9 % et que les effectifs augmentaient seulement de 2 %. Le nombre des chômeurs s'est accru de 16 %, atteignant 410.000 salariés dont 80.000 de moins de 25 ans. La hausse des prix (+ 6 %) a dépassé largement la hausse moyenne du salaire ouvrier (+ 4 %). La consommation intérieure a été freinée pour les besoins de l'exportation

(Suite page 3)

Quand la C.G.T. s'étrangle avec sa cravate

La C.G.T., a de plus en plus de mal à garder son masque ! Ses dirigeants ont tellement soif d'être rangés parmi les « gens sérieux », d'être considérés comme des « interlocuteurs valables », qu'ils en oublient leur prudence de vieux renards. Écoutons A. Berteloot, membre du bureau confédéral, dans le différend qui oppose la C.G.T. à la C.F.T. chez Simca ("Le Monde" du 22 août). Il s'agit de la représentativité de la C.F.T., contestée par la C.G.T. Pourquoi ? Un simple problème d'épicerie : je te compte tes syndiqués, tu me comptes les miens...

Quant à la question essentielle du programme, il l'effleure à peine. On comprend la hâte qu'il met à quitter ce terrain dangereux pour se réfugier sur celui plus rassurant du nombre d'adhérents. Car s'il accuse la C.F.T. d'avoir « un programme de collaboration de classe » signifiant « l'intégration des syndicats à l'Etat », il avoue immédiatement que cette fameuse représentativité de la C.G.T. lui sert à engager le dialogue avec le gouvernement, à être prise pour un interlocuteur valable. La contradiction est évidente. Qu'est-ce que la collaboration de classe, sinon « dialoguer » avec le gouvernement bourgeois, distiller jour après jour dans la conscience des ouvriers l'illusion d'une émancipation pacifique, d'une amélioration graduelle de leur sort par la voie des réformes sociales et du progrès technique ? Il n'y a qu'à voir le C.N.P.F. se frotter les mains devant « le progrès enregistré dans la procédure des discussions paritaires », le renforcement de « la technique du dialogue », qui permettra (selon M. Ceyrac, vice-président du C.N.P.F., "Le Monde" du 26 août) « sauf accidents imprévisibles, de proposer à la France une vie sociale normale permettant à l'expansion industrielle de s'opérer dans les meilleures conditions. Cela est possible si chacun y met du sien ». Et la C.G.T. ne demande que ça : y mettre du sien, et éviter les « accidents imprévisibles ». Les dirigeants de la C.G.T. peuvent bien parler de collaboration de classe : ils s'y connaissent !

Qu'est donc devenu la C.G.T. dans leurs mains ? Écoutons toujours Berteloot, dont le raisonnement dit en substance ceci : si M. Chaban-Delmas ne veut pas « la détérioration des rapports qu'il souhaite entretenir avec ses principaux partenaires sociaux... », ce n'est pas sur la C.F.T. qu'il pourrait compter pour rétablir l'équilibre et apporter un avis autorisé sur ce que pense la classe ouvrière. (C'est nous qui soulignons).

En d'autres termes, si par malheur la lutte de classes s'enflamme, c'est sur NOUS, dirigeants de la C.G.T. qu'il pourra compter. Mais cela à condition d'écouter notre avis autorisé, ajoute-t-il avec cynisme. Et pourquoi « autorisé » ? Tout simplement parce que ce que pense la classe ouvrière, c'est ce que lui ont mis dans le crâne pendant quarante ans de contre-révolution des dirigeants de l'acabit de M. Berteloot : surtout restez tranquilles à vos postes de travail, pas de lutte de classes, travaillez d'abord revendiquez ensuite, puisqu'il faut servir la France, et on s'acheminera tout doucement, tout pacifiquement vers la terre promise de la démocratie avancée.

M. Berteloot est donc aux premières loges pour se porter garant de la presque absence de conscience de classe des ouvriers d'aujourd'hui. Et, cauteleux, il l'assure bien bas à Chaban-Delmas : si vous souhaitez de bons rapports avec les ouvriers, comptez sur nous pour exaucer vos souhaits. Mais surtout laissez-nous faire, nous qui savons manœuvrer les ouvriers et leur lâcher tout juste assez de corde pour les maintenir en laisse.

On ne peut étaler plus cyniquement la pourriture à laquelle sont arrivés les dirigeants de la C.G.T. Mais le syndicat n'est pas leur propriété, et c'est en en chassant ces traîtres que les ouvriers pourront reconquérir leur syndicat, la C.G.T., pour en faire le syndicat révolutionnaire, le syndicat rouge, qui se bat avec les véritables méthodes de la lutte de classe, sous la direction de leur parti révolutionnaire.

LA GRÈVE DES DOCKERS ANGLAIS :

La coalition internationale de l'opportunisme syndical

Devant la grève de masse des dockers, le gouvernement conservateur anglais a été saisi de panique, mais la bureaucratie syndicale nationale et internationale s'est empressée de lui apporter son soutien et de rassurer la bourgeoisie sur l'issue du conflit si on la laissait faire.

L'enjeu de la grève était important : il s'agissait d'obtenir une augmentation du salaire minimum de base assez substantielle pour l'élever au niveau

du salaire garanti. Si les dockers avaient vaincu, la division créée par l'ouverture de l'éventail des revenus qui a accompagné l'application du plan de « modernisation des ports britanniques » lancé par Wilson et consorts en 1967 aurait été réduite, et du même coup la concurrence entre les dockers au travail et ceux qui chômaient par manque de navires. Il s'agissait donc d'une revendication unitaire.

Au cours des mois précédents, les dockers avaient été contraints d'accepter un accord aux termes duquel le nombre d'hommes par équipe était réduit et l'équipe affectée à une cale était transférée à une autre, une fois le chargement ou le déchargement achevé. En échange, les dockers au travail se voyaient offrir des primes dites de « modernisation », c'est-à-dire de productivité et de rendement et une garantie de salaire en cas de chômage forcé. Selon le bourgeois Economist du

18 juillet, grâce à cet accord, « le docker deviendra sûrement un objet bien plus rare qu'il n'a jamais été et... nous aurons enfin dans nos ports une génération d'hommes plus jeunes, hautement qualifiés et moins têtes brûlées qu'aujourd'hui. »

Effectivement entre 1967 et 1969, le nombre de dockers inscrits est passé de 62.000 à 47.000, tandis que le tonnage total du transit dans les ports anglais passait de moins de 100 à 115 millions de T. De l'aveu même des directions syndicales, cela représente une augmentation d'environ 40 % de la productivité pendant cette période.

La surexploitation de cette couche du prolétariat (appelée pudiquement « mobilité ») est capitale non seulement pour les entrepreneurs de manutention, mais aussi et surtout pour l'ensemble de l'industrie maritime. Pour obtenir ou au moins conserver le plus grand trafic possible de marchandises dans un port donné, la lutte est achar-

née. Déjà durement atteinte dans sa suprématie industrielle, l'Angleterre cherche à conserver les positions-clé qu'elle a longtemps occupées dans le domaine maritime. Comme l'indiquait le journal Economist du 25-7 : « Le coût d'un navire conventionnel dans un port est de nos jours d'environ 1000 livres sterling. D'autre part, nos investissements dans le domaine maritime dépassent 1 milliard de livres et se déprécient dans l'ensemble de plus d'un million de livres par jour. Il est donc catastrophique que les dockers fassent échec à nos efforts de redressement. »

Pour faire fructifier le capital investi, il faut naturellement lutter contre la montre à coups de cadences surhumaines et d'une rationalisation maxima. Or non seulement en Angleterre, mais dans tous les pays, les dockers constituent traditionnellement une catégorie hautement organisée et pourvue d'une for-

(Suite page 3)

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS. — Le dimanche 27 septembre, de 10 h. à 12 h., et les samedis 19 septembre et 3 octobre, de 15 h. à 19 h., au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), métro Gobelins.

● A MARSEILLE. — Le samedi 26 septembre, de 15 h. à 19 h., au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Comment l'opportunisme ment à la "jeunesse travailleuse"

II. - Non pas la révolte... mais la "promotion sociale"

Dans notre numéro précédent, nous dénoncions le sens caché et profondément défaitiste de la propagande cégétiste auprès de la jeunesse. Lors des « journées de la jeunesse travailleuse », les 7 et 9 mai derniers, J.-L. Moynot, secrétaire général de la C.G.T. s'est attaché à prouver que les intérêts des jeunes salariés étaient parfaitement conciliables avec une judicieuse utilisation de la technique productive moderne, du progrès scientifique et de ses implications. Le procédé qu'il a utilisé dans ce but est caractéristique de la méthode opportuniste : il consiste à disjoindre la dynamique des mécanismes bourgeois de production et d'échange des intérêts sociaux qu'ils servent et renforcent. Pour Moynot, les rapports mercantiles qui constituent les fondements de l'exploitation de la force de travail salariée sont « naturels » et communs à tous les modes de production (socialisme compris !). Il ne s'agit donc pas de détruire ces rapports par la lutte révolutionnaire, mais de les adapter convenablement aux besoins et conditions actuelles en remplaçant le « pouvoir des monopoles » par la « démocratie avancée ».

Les jeunes auditeurs de Moynot sont certainement loin de soupçonner combien cette « théorie » est dangereuse pour la force de leur lutte journalière qu'elle réprime bien plus efficacement que toute pression policière. En plaçant les fondements mêmes de l'économie bourgeoise au-dessus de toute critique, en les admettant comme éternels, non seulement elle rend impossible toute résistance efficace à l'exploitation capitaliste, mais de plus, elle cache aux jeunes ouvriers la seule chose qui puisse les rendre révolutionnaires, c'est-à-dire la contradiction fatale que le capitalisme porte en son sein et que le prolétariat doit exploiter à fond pour renverser sa domination. Moynot ne s'en tient pas à dénaturer le schéma du socialisme futur, en laissant entendre que celui-ci conserverait toutes les monstruosités et injustices sociales du capitalisme (le salaire et ses hiérarchies, la division du travail et ses conflits), il préconise dès maintenant des solutions immédiates qui représentent, ni plus ni moins, que des capitulations irrémédiables devant les absurdités que le capi-

talisme, pour pouvoir se survivre, impose à la force de travail salariée. Tel est le cas notamment de ce que Moynot revendique pour les jeunes face à l'accélération vertigineuse des transformations de la technique productive lorsqu'il leur promet le moyen de s'adapter de façon continue à ces transformations.

Cette position de Moynot n'est pas une lubie d'intellectuel ou une recette de bureaucrate réformiste, c'est l'expression des intérêts immédiats et des préjugés d'une catégorie sociale bien déterminée : la petite bourgeoisie qui, tout en maugréant contre les exactions du capital, redoute plus que tout la solution révolutionnaire du prolétariat. Que des « dirigeants ouvriers » en soient venus, en plein XX^e siècle, à raisonner comme les cochons les plus lâches et les plus veules de la société, cela s'explique par l'achèvement du cycle révisionniste que le stalinisme a mis 40 ans à parcourir. Parti d'une alliance purement tactique de la classe ouvrière avec les organisations politiques de la petite bourgeoisie et leurs alliés du

mouvement syndical, il s'assimile aujourd'hui purement et simplement à eux en préconisant un **capitalisme idéal**, sans contradiction ni heurt, qui a toujours été le rêve des petits bourgeois !

Cette illusion classique, Moynot l'exprime fort bien lorsqu'il critique l'insuffisance de la formation professionnelle en dénonçant les « objectifs de cet enseignement » comme « **étroitement adaptés aux besoins de la production** ». Dans une société où c'est la production qui domine les besoins et non l'inverse, il faudrait pourtant être fou pour imaginer que le secteur primordial de la **formation des producteurs** puisse échapper à cette règle. Mais qui connaît ces messieurs sait bien qu'il ne s'agit pas de sottise de leur part mais d'hypocrisie : dans ses propositions au patronat en vue d'un accord sur la formation professionnelle, la C.G.T. a bel et bien accepté que cette formation « réponde aux besoins **immédiats** de l'emploi et à l'évolution constante des métiers » ("Le Peuple" ; n° 828 ; 1969). Ce n'est certes pas la revendication grotesque d'y inclure « la formation d'homme et de citoyen » qui lui ajoutera quelque valeur productive supplémentaire que le patron consentira à payer... même s'il voit d'un bon œil qu'on tende à intégrer au plus vite la jeunesse vindicative d'aujourd'hui dans le troupeau bêlant des électeurs !

Mais Moynot s'est bien gardé de le répéter à son auditoire. Bien au contraire, il a su à merveille spéculer sur le sentiment de frustration sociale dont pâtit toute catégorie sociale opprimée, surtout, comme c'est le cas aujourd'hui pour les jeunes, lorsqu'on lui a prodigué conseils et promesses qui ne se réalisent pas. Aussi Moynot ne manque-t-il pas de stigmatiser le caractère « strictement utilitaire » de la formation professionnelle telle qu'elle est donnée par les établissements gérés par le patronat. « Droit à la culture pour les travailleurs ! » tonne-t-il (il s'agit bien entendu de la **culture bourgeoise** : un droit à la culture qui ne reconnaît pas le **droit à la vie** !) Pas trop n'en faut cependant. L'essentiel c'est autre chose : c'est la **production** ! « Qu'on ne se méprenne pas sur notre démarche à ce sujet - dit Moynot - il

ne s'agit pas de nier en bloc toute relation entre la répartition des moyens de formation et les besoins de l'économie. Ce serait absurde. Au contraire nous combattons les conditions actuelles parce qu'elles sont **incapables d'assurer à long terme l'efficacité du développement économique** ». Mais Moynot veille à ménager la chèvre et le chou, c'est-à-dire le capitalisme et la force de travail : « ces conditions sont de toute façon néfastes pour les travailleurs par la ségrégation sociale dès aujourd'hui, par la **perte de l'efficacité économique** à plus long terme. »

Prenons acte que, derrière cette tartufferie, la C.G.T. dénonce l'insuffisance de la formation professionnelle au nom des **intérêts à long terme du capitalisme** ! Mais il nous faut montrer que cette prétention de réformer le capitalisme au bénéfice partagé des exploités et des exploités est utopiste sur les deux tableaux. Utopiste pour les travailleurs d'abord : le développement de la technique productive s'effectue sur un rythme tellement vélocé que la formation professionnelle et le recyclage s'essouffent à le suivre. A peine les stages de reconversion des mineurs de fer étaient-ils achevés que de nouvelles techniques venaient supplanter celles qu'à la hâte ils s'étaient assimilées. Au demeurant, ou bien le « perfectionnement continu » dont la C.G.T. a fait son mot d'ordre serait véritablement à la charge du patron ainsi qu'elle le promet - et cela représenterait dans ce cas qui intéresse des **centaines de milliers de travailleurs**, une charge énorme sur les coûts de production (les seuls stages de jeunes sont passés, en ce domaine, de 35.000 en 1967 aux 260.000 actuels et, d'ici 1975, les charges budgétaires de ce secteur devraient être accrues de 100 à 150 % - "Le Monde" ; 19-20/7/70) ; tienne alors « l'efficacité économique » qui préoccupe tant Moynot - ou bien ce « recyclage à perpétuité » devrait être pris sur le temps de loisirs et de repos : pour survivre et se « remettre sans cesse au courant », les jeunes qui écotoient Moynot se résigneraient à une existence de galérien.

La formule est également utopique en ce qui concerne les « inté-

rêts à long terme » du capitalisme. S'il est bien vrai que les pays qui, en matière de formation professionnelle, « parent au plus pressé », sont vite handicapés sur le plan de la concurrence internationale, il n'est pas moins exact que c'est cette même concurrence mondiale qui, pour les moins forts, les y contraint. Les frais plus ou moins grands que chaque capitalisme consent dans ce domaine sont en définitive l'expression du rapport de force économique mondial. Mais s'il est utopique, pour les moins bien classés, de prétendre faire prévaloir leurs « intérêts à long terme » sur leurs intérêts immédiats, les arguments de Moynot n'en sont pas moins précieux - aussi bien à long terme qu'à court terme - pour la **défense des intérêts de classe** de la bourgeoisie : ce rêve fumeux de l'opportunisme dérober à ceux qu'elle exploite le caractère **dramatique** et sans issue du sort qu'elle leur réserve. Si les ouvriers marchent dans les arguments Moynot, c'est toujours tant de pris, contre la **révolte sociale** immédiate d'abord, contre la **révolution future** ensuite. L'opportunisme, dans ce domaine comme ailleurs, joue son rôle éminemment contre-révolutionnaire qui consiste à feindre de cauteriser les plaies les plus visibles du capitalisme pour en perpétuer l'existence : en somme le rôle de l'anesthésiant sur la dent malade qui retarde le moment où il faut d'urgence l'arracher !

(A suivre)

Le cul de sac de l'opportunisme

(Suite de la page 2)

et de l'épargne. Et nous laissons au « Monde » la naïveté de s'étonner de cette « aggravation des disparités sociales particulièrement regrettables dans un pays où les inégalités de revenus sont déjà sensiblement plus fortes qu'ailleurs », nous qui savons que l'enrichissement de la « nation » signifie toujours l'appauvrissement du prolétariat.

Quant aux « conquêtes sociales » dont se gargarisent le gouvernement et les dirigeants syndicaux, parlons-en ! La mensuralisation, l'actionariat ne sont que de vagues promesses, des mots creux destinés à calmer dans l'immédiat des catégories mécontentes qui devraient se méfier de ces « avantages » que le gouvernement cherche généreusement à leur accorder et qui, quelques mois plus tôt, étaient dénoncés comme du vent par leurs propres dirigeants. La formation professionnelle risque surtout d'être la formation de futurs chômeurs et les contrats de progrès n'ont-ils pas été condamnés par la direction de la C.G.T. elle-même - qui n'en a pas moins signé un certain nombre - comme une tentative de faire des syndicats les garants du calme de la classe ouvrière sans lui donner en échange aucun avantage. Les grèves qui ont suivi la signature du contrat Berliet - désigné pourtant comme un « bon » contrat par l'opportunisme - montrent bien qu'il est une piètre « conquête » ouvrière.

Ce tableau piteux des « succès » et « avantages » obtenus par la classe ouvrière qui contraste singulièrement avec la description paradisiaque donnée par ses dirigeants, permet de mieux comprendre les raisons

qui ont conduit le gouvernement à faire de l'opportunisme un allié officiel, cette année. Dans l'effort « national » nécessité par la relance d'une économie défaillante et le démarrage du 6^e plan, il fallait faire des dirigeants de la centrale ouvrière des exécutants efficaces et maniables pour faire supporter en douceur à la classe ouvrière qu'elle contrôle, le poids d'une année d'austérité. Et l'on peut dire que cette offensive préméditée par la bourgeoisie dès l'été 1969 a parfaitement réussi : l'économie a été redressée, un minimum d'avantages ont été accordés aux ouvriers convaincus par leurs dirigeants de se battre pour des revendications que le gouvernement était décidé à leur accorder. Les ripostes confuses et sporadiques du prolétariat sous forme de vagues de grèves successives qui ont éclaté à l'automne, et au printemps ont été magistralement contrôlées et liquidées par l'opportunisme. Les déclarations élogieuses que se renvoient le gouvernement et les dirigeants de la C.G.T. en cette fin d'année ne trompent pas : elles marquent la satisfaction de deux compères qui ont réussi leur coup et laissent éclater leur joie.

Ils auraient cependant tort de croire leur tâche achevée. L'année écoulée n'est qu'un épisode dans la lutte à mort qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. Déjà des nuages s'amoncellent : la conjoncture internationale s'annonce difficile pour l'année prochaine, des goulots d'étranglements apparaissent dans les secteurs de pointe de l'industrie et on parle déjà pour la rentrée sociale de catégories ouvrières lasses, mécontentes de se nourrir de seules promesses et qui aperçoivent confusément qu'elles ont été flouées. On parle à nouveau de grèves. Non. La bourgeoisie aura encore besoin de la précieuse collaboration de l'opportunisme et les « partenaires sociaux » se rapprocheront d'année en année, jusqu'à se confondre. L'opportunisme s'est placé une fois pour toutes sur la pente glissante de la collaboration de classe ouverte et il suffit de regarder vers la Belgique, la Suède ou l'Allemagne pour apercevoir le cul de sac qui l'attend au bout.

LA GREVE DES DOCKERS ANGLAIS

(Suite de la page 2)

te sensibilité de classe. Dès la signature des accords de modernisation conclus en décembre 1967, les dockers avaient revendiqué la parité du salaire de base minimum et du salaire garanti, le premier servant de base de calcul pour les heures supplémentaires, les primes variables selon la nature des cargaisons manutentionnées et les congés payés, et le second étant payé sans aucun supplément en cas de non embauche. La part du salaire qui est fonction du rendement ayant seule augmenté, la différence entre le gain du travailleur occupé et celui du chômeur forcé s'était accrue. C'est cette disparité, sciemment maintenue et aggravée par les patrons, qui est à l'origine du déclenchement prévu pour le 14 juillet dernier de la grève générale. Bien que toutes les précautions aient été prises par l'appareil syndical, sous forme de préavis etc., le 9 juillet, l'ordre de grève est confirmé. L'avant-veille du déclenchement, une manœuvre de dernière heure des bons échoua : bien qu'une ultime conférence de conciliation ait été prévue pour le lendemain, la grande majorité des dockers des ports de Londres et de Liverpool débraia au mépris des consignes officielles.

C'est seulement 8 jours plus tard que la centrale syndicale T.U.C. souscrivit au principe de la revendication avancée, dans des termes qui puent le souci du compromis, puisqu'il s'agit de discuter d'une augmentation du salaire de base au sein d'une commission d'arbitrage, nommée à point par le gouvernement. Devant l'arrêt total du travail et l'immobilisation complète des ports, ce dernier, unanime

(l'opposition de sa gracieuse Majesté incluse) avait d'abord déclaré l'état d'urgence et menacé de faire intervenir l'armée dans les docks. Mais une bonne répartition du travail s'établit entre lui et la direction syndicale qui tenta de saper la combativité ouvrière en conseillant à la base de décharger les denrées périssables. Les dockers se riant de la menace d'intervention de la troupe et repoussant les « conseils » qui leur sont prodigués, mais ils tomberont dans le piège de la commission d'arbitrage. Lors de la publication du rapport de celle-ci qui recommandait une augmentation dérisoire du salaire de base, sans augmentation du taux des heures supplémentaires ni des primes de rendement, les dockers votent « démocratiquement » la reprise du travail à une majorité insignifiante.

A l'échelle internationale et suivant les principes qu'elle a hautement proclamés, la F.S.M. (Fédération Syndicale Mondiale) a d'abord attendu que la grève des dockers anglais soit officiellement consacrée, une bonne semaine après son éclatement, pour lancer aux fédérations nationales de France, de Belgique, de Hollande et d'Allemagne l'ordre de boycotter les navires se rendant dans des ports anglais ou en revenant. Tout en affichant une solidarité de façade, ces fédérations abandonnent pratiquement l'initiative à leurs sections des ports, si bien qu'en France, on a vu les dockers de Dunkerque se refuser à travailler sur les bateaux portés sur la liste noire, tandis qu'à Rouen, on justifiait des « exceptions » au devoir de solidarité, et qu'à Havre, les navires détournés

étaient acceptés autant que l'encombrement des quais le permettait. Anvers et Rotterdam ont tout d'abord répondu elles aussi à l'appel, mais devant l'attitude évasive de Hambourg et de Brême, elles ont vite fait machine arrière. Bref, bien qu'ayant magnifiquement témoigné de la volonté de lutte du prolétariat, la grève des dockers anglais a été trahie aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Ce n'est pas seulement en Angleterre, mais dans toute l'Europe de l'Ouest que le prolétariat passe à l'offensive, et partout l'opportunisme complice de la bourgeoisie cherche à briser son élan. Offrant ouvertement ses services au Capital, c'est internationalement qu'il s'oppose à la reprise des luttes prolétariennes. Pour assurer sa défaite et du même coup le succès des luttes entreprises, il n'existe qu'un seul moyen : la reconstruction d'une Internationale syndicale rouge dont le Parti communiste international animera nécessairement la stratégie.

Correspondants Ouvriers,

Les lecteurs de "Syndicat de classe" et du "prolétaire" qui auraient des informations à nous communiquer sur la vie de leur entreprise ou sur des épisodes de la lutte ouvrière sont priés de nous les envoyer à l'adresse du journal.

La correspondance avec le journal prolétarien est déjà un acte de lutte !

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »

1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

(Suite de la 1^{re} page)

» tructeurs français, Renault, dans les conditions actuelles, » fait malgré tout la démonstration — tant industrielle qu'économique et sociale — de l'efficacité d'une entreprise nationale.

« C'est dire qu'une autre solution était — et reste — valable pour donner à l'industrie automobile française une place de premier plan tant en Europe que dans le monde. C'est la nationalisation que réclame le Parti Communiste Français avec les mesures de démocratisation qui devraient l'accompagner et qui répondent effectivement aux intérêts du pays et de ses travailleurs. »

La solution proposée par le P.C.F. consiste donc à nationaliser en une seule entreprise, « Automobile de France », toute l'industrie automobile française, dont la croissance serait « fondée sur le développement du marché intérieur, déterminé par l'évolution des besoins sociaux » (Moynot, secrétaire de la C.G.T., dans "L'Humanité" du 4 août). En clair : une industrie automobile nationalisée française, fabriquant pour les Français. Une telle solution est parfaitement stupide et utopique et, de toute façon, entièrement contraire aux intérêts du prolétariat.

Rappelons tout d'abord aux admirateurs des « nationalisations démocratiques » que les ouvriers n'ont pas à préférer le capital d'Etat au capital privé, et cela pour la simple raison que le prolétariat n'a pas à choisir la manière la plus rationnelle d'être exploité ; un tel choix est l'affaire du capital, qui a tranché en faveur de la nationalisation de certaines branches tout simplement parce que leur taux de profit était trop bas et non, comme voudrait le faire croire la légende du P.C.F., sous la pression des masses populaires. Le mot d'ordre des travailleurs n'est pas « nationalisation démocratique de l'industrie automobile » (sous-entendu : dans le cadre du capitalisme, du marché, de la concurrence, du salariat) mais : qu'il soit privé ou d'Etat, le capital est l'ennemi à abattre, et il ne pourra être abattu que par la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat ! Pour les mêmes raisons, la classe ouvrière n'a pas à préférer le capital français au capital étranger, tout simplement parce qu'elle n'a pas à choisir par qui elle va être exploitée. La satisfaction morale d'être les esclaves

Utopies réactionnaires

des d'un capital bien de chez eux au lieu d'être ceux d'un capital étranger, les ouvriers laissent aux sociaux-patriotes ; chez Fiat ou chez Citroën ou chez « Automobile de France », ils savent bien que leur lot sera le même : 50 heures et plus par semaine de travail abruti pour se payer tout juste de quoi vivre ! L'ennemi de la classe ouvrière n'est pas l'étranger comme veulent le lui faire croire les sociaux-patriotes du P.C.F., mais le capital, à commencer par celui qui l'exploite le plus directement.

Venons-en à l'aspect économique des propositions du P.C.F. Les capitalistes, disait déjà Marx, se fichent bien des saloperies qu'ils fabriquent, pourvu qu'ils les vendent avec bénéfice ; nous pouvons ajouter qu'ils se fichent bien de les vendre à des Bretons ou à des Kalmouks, du moment qu'ils vendent ; s'ils vont chercher des marchés à l'étranger, ce n'est pas par plaisir du dépaysement : c'est que le marché intérieur ne leur suffit pas et ne peut pas leur suffire car, à partir d'une certaine échelle de production, donc d'un certain degré de développement capitaliste (variable selon les branches), il n'y a pas assez d'acheteurs à l'intérieur du pays.

Qu'à cela ne tienne, s'empresse de dire la C.G.T. par la bouche de M. Moynot : augmentez les salaires, les acheteurs seront plus nombreux, et le marché intérieur suffira à rendre prospère l'industrie nationale. Cette réponse apparemment astucieuse démontre en fait la totale soumission de ses auteurs à l'idéologie bourgeoise. D'abord parce que les ouvriers, lorsqu'ils luttent, le font pour défendre leurs conditions de vie et non la prospérité d'une industrie. Ensuite, parce que le premier à avoir préconisé une politique de hauts salaires pour créer des débouchés à son industrie n'est autre que M. Ford, il y a un demi-siècle. Si un dirigeant de la C.G.T. tient exactement les mêmes raisonnements que le plus célèbres des capitalistes américains, il faut en conclure que l'un des deux est traître à sa classe. M. Ford était-il donc un ardent défenseur de la classe ouvrière ? Non, il était, comme tous ses semblables, un exploitateur habile et un hypocrite. Les marxistes savent bien, et les ouvriers constatent tous les jours, que le capital ne donne et ne peut donner aux travail-

leurs qu'une faible partie de ce qu'ils produisent. Le fond caché du raisonnement de tous les Ford du monde est le suivant : des voitures, les ouvriers pourront peut-être en avoir, mais à une condition : c'est qu'ils travaillent sans arrêt pour produire beaucoup plus de voitures et de marchandises qu'on ne leur en donne, et toujours plus ; que cet écart aille toujours croissant, sans laisser dormir les machines, jour et nuit, en travaillant toujours plus intensément. « Si vous consentez à vous abrutir 50 à 60 heures par semaine comme des esclaves, les meilleurs d'entre vous auront de quoi acheter une voiture », voilà ce que promet le capital aux ouvriers. Et que répond la C.G.T. à cette proposition d'esclavagisme ? « Donnez aux ouvriers de quoi acheter des voitures, et nous vous promettons qu'ils continueront à travailler comme des brutes pour produire tout ce que vous voudrez. » L'un et l'autre parlent le même langage ; celui de compères qui sont bien d'accord sur le fond du contrat, et ne discutent que le mode de paiement. A ce langage, les révolutionnaires répondent : si nous supprimons la stupide concurrence capitaliste et le gaspillage qu'elle entraîne, les productions inutiles de luxe et de guerre, l'entretien de millions de parasites improductifs au service du capital, de la bourgeoisie et de son Etat, alors nous pourrions réduire le temps de travail de moitié sans qu'aucun de nous ne manque de tout le nécessaire ! Et pour cela, il ne s'agit pas d'améliorer le fonctionnement du système capitaliste en lui cherchant de nouveaux débouchés intérieurs, comme le propose la C.G.T., mais de le détruire !

Avant d'expliquer ce que la dictature du prolétariat fera de l'industrie automobile — et des autres —, il faut établir clairement que le problème n'est pas national mais international. "L'Humanité" ne croit même pas à l'absurde solution autarcique préconisée par M. Moynot, puisqu'elle se fixe comme but de « promouvoir un groupe compétitif capable de faire concurrence aux autres constructeurs européens et américains » et de « donner à l'industrie automobile française une place de premier plan tant en Europe que dans le monde ». Donner à l'industrie française une place de premier plan dans le monde, cela signifie, en clair, conquérir des marchés, donc vendre enco-

re plus à l'étranger. Supposons un instant que le P.C.F., appelé par une bourgeoisie aux abois, arrive au pouvoir et nationalise toute la branche automobile ; supposons même que les dirigeants de la C.G.T. soient également ceux de la nouvelle firme, dont la gestion sera aussi « démocratique » qu'on voudra. Que se passera-t-il ? Les nouveaux dirigeants, s'ils veulent que l'entreprise reste « compétitive », c'est-à-dire résiste à la concurrence étrangère seront bien obligés de faire la même chose que les précédents : chercher des débouchés, vendre et investir à tour de bras, sous peine de faire faillite ou d'être mangé par les concurrents. Le dirigeant d'une entreprise capitaliste ne peut qu'appliquer les lois du système capitaliste : sa volonté personnelle importe peu. Nationalisations ou pas, la concurrence internationale sur le marché de l'automobile va se déchaîner encore davantage dans les prochaines années ; bien qu'un répit lui soit accordé par l'ouverture du marché russe (qui joue ainsi le rôle de stabilisateur du capitalisme occidental), l'issue est claire : c'est la crise de surproduction inévitable qui frappera l'industrie automobile mondiale. Les constructeurs les plus compétitifs, c'est-à-dire ceux dont la technique plus moderne et les séries plus grandes permettent les plus bas prix de revient, emporteront les marchés ; les autres garderont leurs voitures sur les bras, et les ouvriers seront licenciés par milliers. Si les entreprises automobiles restent privées, c'est, par exemple, Fiat et Citroën qui élimineront Renault, Volkswagen et Alfa-Roméo, condamnant au chômage les travailleurs de ces usines. Si elles ont été nationalisées, c'est par exemple « Automobile d'Italie » qui l'emportera et réduira les prolétaires français au chômage, ou, à l'inverse, « Automobile de France » ne pourra être prospère qu'au prix du chômage des frères de classe italiens. Belle solution « communiste » qui oppose les intérêts des prolétaires français à ceux des prolétaires italiens ou allemands !

Ce simple raisonnement montre qu'à l'époque du marché mondial, c'est-à-dire de l'interpénétration et de la concurrence internationale des capitaux, il ne peut y avoir de solution nationale au capitalisme, et que les intérêts de la classe ouvrière sont anti-nationaux. Ce que

l'on appelle « l'intérêt national » ne pourrait représenter qu'une chose : les intérêts communs au prolétariat, aux paysans, aux épiciers, à la bourgeoisie, aux nombreux parasistes, etc., c'est-à-dire les intérêts communs aux exploités et aux exploités d'un même pays. De tels intérêts communs n'existent pas, sauf, de manière partielle, passagère et illusoire, si les exploités et une partie des exploités d'un pays s'entendent sur le dos de nouveaux exploités, par exemple le prolétariat immigré, ou le prolétariat de certains pays étrangers. Un tel accord, qui ne peut exister que dans les pays impérialistes en période de prospérité, apporte à la bourgeoisie la paix sociale en échange de quelques miettes destinées à corrompre une fraction du prolétariat. Lorsque survient la crise capitaliste, il s'effondre car la bourgeoisie ne peut même plus payer ces miettes, et la condition du prolétariat apparaît à nu ; lors de cette crise, les débouchés des entreprises, nationalisées ou non, ne peuvent être conservés qu'au prix de l'élimination des entreprises concurrentes. L'« intérêt national » français en matière d'industrie automobile ne pourrait être préservé qu'au prix du chômage des ouvriers de Fiat, Alfa-Roméo (ou de l'entreprise nationalisée « Automobile d'Italie », Mercedes, Volkswagen, Ford, etc. De toute façon, en supposant que l'industrie française l'emporte sur les autres dans la branche automobile — ce qui n'est même pas vraisemblable —, elle sera la perdante de la concurrence dans d'autres branches, nationalisées ou non. Dans tous les cas, et comme d'habitude, les prolétaires de tous les pays feront les frais du système capitaliste. Voilà pourquoi ils doivent s'unir dans la lutte contre ce système au lieu de se laisser jeter par leurs bourgeoisies respectives, au nom des « intérêts nationaux », dans un affrontement économique d'abord, militaire ensuite, dont ils seront de toute façon les victimes. Voilà pourquoi l'internationalisme prolétarien n'est pas ce à quoi l'ont réduit les traîtres nationaux — communistes, une allégorie décorative pour discours de fin de congrès, ni une aspiration morale ou sentimentale, mais la traduction du fait économique très concret qu'à cause du caractère international du mode de production capitaliste, les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent être satisfaits qu'à l'échelle internationale et non à l'intérieur d'un pays.

(à suivre)

(Suite de la 1^{re} page)

détermine. La crapulerie opportuniste, en effet, a ses revers. L'astuce consistant à introduire dans la classe ouvrière des revendications étrangères à ses intérêts en les faisant défendre par des catégories authentiquement salariées avec cartes syndicales en règle, ne réussit que pour autant que ces revendications, sur le plan politique, rencontrent un semblant de succès. Le « cheval de Troie » des classes moyennes, auquel l'opportunisme stalinien, après lui avoir ouvert les portes de l'organisation ouvrière, s'identifie toujours plus, peut bien répandre ses agents jusque parmi les travailleurs défavorisés, en spéculant sur leur division, leur peur, leur absence de conscience politique. Il ne peut indéfiniment s'opposer à la mobilisation générale des salariés en faisant obstacle aux revendications unitaires, rejeter la grève générale en s'appuyant sur le découragement et la phobie du « désordre », s'il ne parvient à exhiber, dans le domaine politique, une apparence de progrès. Il ne saura longtemps encore résister aux poussées revendicatives de la base si la voie d'un avenir harmonieux sans crise ni guerre et d'un « socialisme » sans révolution qu'il promet se révèle sans issue.

**

On doit reconnaître que jusqu'ici il a pleinement réussi et que le prétexte-tactique de

Faillite "de l'alliance avec les classes moyennes"

« l'alliance avec les classes moyennes » a été invoqué avec succès, à la fois auprès de ces classes et auprès du prolétariat. La réussite remonte loin dans le temps. Grâce au Front populaire, les communistes dégénérés obtinrent en même temps leur réintégration dans la « communauté nationale » et une audience accrue auprès des ouvriers. Super-patriotes et martyrs de la Résistance, ils réussirent le tour de force de collaborer au gouvernement bourgeois de la Libération sans perdre leur prestige dans les masses, même si, en échange du sang prolétarien versé grâce à eux durant le carnage impérialiste, ils n'obtinrent pour les ouvriers que les sacrifices supplémentaires de la Reconstruction capitaliste. C'était dans l'euphorie générale, l'aspiration à une ère de bonheur et de prospérité et dans une situation historique particulière durant laquelle la bourgeoisie capitaliste ne pouvait neutraliser le prolétariat qu'en faisant de Thorez un vice-président du Conseil. Cet apogée de l'opportunisme stalinien devait rayonner durant deux bonnes décennies. Même après les désillusions des « lendemains qui chantent » et les déconvenues de toute sorte de la classe ouvrière, le P.C.F., ayant redoré son blason « oppositionnel » sans démentir un instant sa collaboration avec le capitalisme, réussit, grâce à l'espoir, cent fois déçu, cent fois

ranimé, d'une « unification de toute la gauche démocratique », à imposer son alliance contre nature avec les classes moyennes à un prolétariat qui ignorait encore tout et de « son » parti et du « socialisme » dont on lui vantait la réalisation en Russie.

A ces illusions tenaces, qui ont perverti on ne sait combien d'agitations sociales, ruiné toutes les bases de la résistance ouvrière à l'exploitation et châtré d'innombrables grèves, les événements de mai-juin 1968 ont porté un rude coup dont les conséquences deviennent de plus en plus visibles. Sans doute, à cette date, l'opportunisme stalinien remplit-il intégralement sa fonction contre-révolutionnaire, contenant l'agitation populaire, liquidant une colossale grève sans précédent en France, permettant un redressement politique magistral des forces du grand capital. Mais cette chaude alerte mit à nu l'incapacité politique congénitale des classes moyennes, le rôle exclusif de chien de garde dévolu au parti ouvrier dégénéré devenu leur principal représentant. Elle montra surtout que les années durant lesquelles ce parti pourrait tromper impunément la classe ouvrière étaient désormais comptées. Ce dont la totalité des classes bourgeoises (et petites-bourgeoises par un retournement logique) prit acte précé-

pitamment en refusant une « relève démocratique » du gaullisme dépourvue des garanties de stabilité sociale offertes par tous les « changements de garde » antérieurs. En même temps que l'espoir de « rénovation démocratique » promis aux ouvriers s'évanouissait la confiance du grand capital dans les partis de gauche, P.C.F. inclus, quant à leur aptitude à duper les masses au niveau du pouvoir d'Etat.

Cette échéance était tardive, mais inexorable : le P.C.F. n'est devenu le grand parti actuel, patron de la C.G.T., qu'en liant son sort à celui des classes moyennes, donc en se condamnant à leur propre faillite historique. Tout comme les partis traditionnels de ces classes, il n'a plus de programme politique propre ; qu'il s'agisse de la politique internationale dans laquelle, face à l'affaire tchécoslovaque, il n'a d'autre choix que l'obéissance inconditionnée, derrière Marchais, à l'impérialisme russe ou le ralliement pur et simple à la social-démocratie nationale à la façon de Gaudy et de ses adeptes ; qu'il s'agisse de ses mots d'ordre de politique intérieure dont les rares objectifs réalisables sont littéralement pillés par les partis bourgeois qui, par exemple, réalisent cette intensification des échanges avec l'U.R.S.S. qui fut la sempiternelle litanie des discours politiques et syndicaux

du P.C.F. depuis vingt ans.

Il ne reste donc plus rien des objectifs et des promesses de « l'alliance avec les classes moyennes », sinon tout le passif pour les ouvriers : les concessions faites à des intérêts non-prolétaires, la soumission aux tabous de la conservation sociale, la renonciation à tous les moyens de lutte efficace. Pendant que le P.C.F., dans sa quête de quelque combinaison électorale, n'essuie que le dédain de la « gauche démocratique », la C.G.T. est l'objet de la considération officielle, largement pourvue des deniers de l'Etat, saluée dans son « rôle social » désormais reconnu. C'est la preuve que l'opportunisme est de plus en plus confiné dans son rôle de neutralisation des luttes immédiates, sevré de « perspectives politiques » qui n'ont été qu'un paravent destiné à faire accepter aux travailleurs la collaboration syndicale de classe : les contrats, les négociations, la concertation dans laquelle la C.G.T. s'engage toujours plus en dépit des rodomontades de Séguy.

Mais c'est aussi, pour cet opportunisme qui n'a plus rien à promettre, le début de la fin. Les ouvriers ont cru, en se fiant à sa « force raisonnable », éviter l'aventure politique ; ils ont subi la pire : celle qui enchaîne le prolétariat à l'impuissance et à la lâcheté des classes moyennes. Au sortir de cette illusion la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas réagir avec une violence et une décision qui surprendront.